



FONDATION  
CECIN'EST PAS UNE CRISE

Laïcité et spiritualité  
Juillet 2018 - Revue N°13



© Pierre Kroll  
Caricature parue dans Le Soir,  
le 18 janvier 2018

**« Je ne dis pas que cette civilisation mondiale et humaniste a déjà gagné : je dis que ça vaut la peine de se battre pour elle ! »**

**ANDRÉ COMTE-SPONVILLE**

Interview du 4 mai 2018 dans le Soir

# UN MOT DU PRÉSIDENT



**JEAN-PASCAL LABILLE,**

*Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.*

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous avons choisi de consacrer le numéro de cette revue à un thème qui m'est cher, et qui touche – ô combien - la question, centrale pour la Fondation Ceci n'est pas une crise, du « faire ensemble ».

Quel lien entre la spiritualité et la laïcité ? Est-il possible d'être laïque mais de vivre une vie non exempte de spiritualité ? A l'inverse, la laïcité implique-t-elle de refuser toute spiritualité ? Comment se construit-on alors une vie qui ait du sens ? La spiritualité elle-même, d'ailleurs, est-elle obligatoirement représentée, vécue et ressentie par les canaux traditionnels, comme ceux d'une religion par exemple ?

Vous découvrirez, autour de ces thèmes, une réflexion de notre administrateur Eric de Beukelaer, et une contribution d'André Comte-Sponville, ardent défenseur de la laïcité.

Vous pourrez aussi lire ou relire un article du Soir à propos des formes alternatives de cérémonies de mariage et voir que l'analyse de l'anthropologue Olivier Servais fait écho aux enseignements de notre enquête Noir Jaune Blues.

Et parce que finalement toutes ces questions nous ramènent à celle du « sens », nous sommes heureux de vous proposer un excellent article de notre administrateur, Bruno Colmant, sur ce que sont, pourraient ou devraient être les « États ».

Vous ne manquerez pas non plus le troisième volet de l'excellent texte d'Yves Patte et nos rubriques désormais classiques, dont un agenda de la rentrée qui s'annonce riche en événements.

Il me reste à vous souhaiter de bonnes vacances, propices à la réflexion et surtout, à se recentrer sur ce qui, pour chacun d'entre nous, seul ou en société, fait sens.

Bonne lecture à toutes et tous !

Jean-Pascal Labille,  
Président



# SOMMAIRE

**«Il faut protéger la laïcité comme la prunelle de nos yeux»**

Interview d'André Comte-Sponville par William Bourton,  
Le Soir, 4 mai 2018

p.05

**Sainte inquiétude**

Chronique par Eric de Beukelaer, la Libre Belgique, 27 avril 2018

p.07

**Un pote, plutôt qu'un prêtre**

Décodage par Elodie Blogie, Le Soir, 19 mai 2018

p.08

**L'état est-il prêt pour les futurs chocs économiques ?**

Opinion par Bruno Colmant, la Libre Belgique, 20 mai 2018

p.10

**Désappropriation. Radicalisation. Abandon. A quoi se raccrocher ? (3/4)**

Par Yves Patte, 2017

p.12

**Agenda**

p.16



# «IL FAUT PROTÉGER LA LAÏCITÉ COMME LA PRUNELLE DE NOS YEUX»

*Pour le philosophe André Comte-Sponville, le conflit majeur du XXI<sup>e</sup> siècle n'oppose pas des civilisations mais ceux qui essayent de bâtir une civilisation mondiale laïque et respectueuse des droits de l'homme, et ceux qui la combattent.*

## INTERVIEW D'ANDRÉ COMTE-SPONVILLE PAR WILLIAM BOURTON

André Comte-Sponville vient de publier, aux PUF, un recueil de textes brefs, exempts de technicité, écrits sur le-champ, entre philosophie et littérature : *L'inconsolable et autres impromptus* (lire la critique dans « Les Livres » du 31/03 – 01/04/2018 ). Il y aborde, entre autres sujets de réflexion, le thème ô combien brûlant du dialogue – versus « le choc » – des civilisations.

**William Bourton :** Un des textes de votre recueil, « *Comme une nouvelle alliance* », reprend votre contribution à un ouvrage collectif, « *Le livre noir de la condition des chrétiens dans le monde* » (XO, 2014). Vous y expliquez que vous êtes athée mais que vous ne reniez pas pour autant l'héritage de « *l'Occident chrétien* » comme on dit un peu trop rapidement (puisqu'il est né au Moyen-Orient)...

**André Comte-Sponville :** Oui : je suis un athée non dogmatique et fidèle ! Non dogmatique, parce que je reconnais évidemment que mon athéisme n'est pas un savoir – personne ne sait si Dieu existe ou non –, mais seulement une opinion ou une conviction. Et fidèle parce que, tout athée que je sois, je reste attaché par toutes les fibres de mon être à un certain nombre de valeurs dont beaucoup sont nées dans les grandes religions, et spécialement, puisque c'est mon histoire, dans la tradition judéo-chrétienne. Ce n'est pas parce que je suis athée que je vais cesser de trouver que L'Écclésiaste, dans l'Ancien Testament, est l'un des plus beaux livres de tous les temps, l'un de ceux qui me touchent le plus ! Ce n'est pas parce que je ne crois pas en Dieu que je vais refuser de voir la grandeur morale et humaine des Évangiles ! Jésus, pour moi, n'est ni Dieu ni fils de Dieu : ce n'est qu'un homme, mais exceptionnel, et qui a laissé un sillon de lumière dans l'histoire de l'humanité. L'Église l'a souvent terni. Cela n'interdit pas aux humanistes de s'en réclamer !

**W. B. :** L'anticléricalisme est un combat d'arrière-garde, sous nos latitudes ?

**A. C-S. :** Oui, pour une bonne part. Il faut protéger la laïcité comme la prunelle de nos yeux. Mais ce n'est guère l'Église, aujourd'hui, qui la menace ! Il est plus urgent et plus courageux de combattre l'islamisme !

Si tous les êtres humains sont égaux en droit et en dignité, ils ne sont pas, dites-vous, égaux en fait et en valeur : de Gaulle vaut mieux qu'Hitler et Mandela que Ben Laden. Il en va de même pour les civilisations ? Pourquoi en irait-il autrement ? Qu'y a-t-il de scandaleux à dire que la civilisation grecque, au IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, était supérieure aux civilisations celte ou germanique ? Que la civilisation arabo-musulmane, spécialement la culture arabo-andalouse, au Xe siècle de notre ère, était supérieure aux cultures française ou britannique ? Que la culture italienne, au XV<sup>e</sup> siècle, était supérieure aux cultures russes ou scandinaves à la même époque ? Et comment l'immense civilisation chinoise, qui s'étale sur quatre millénaires et rassemble des centaines de millions d'individus, ne serait-elle pas plus riche, plus complexe, plus féconde, que celle de l'Île de Pâques, qui ne dura, semble-t-il, que quelques siècles et ne fut portée que par quelques milliers d'individus ? Enfin, si toutes les civilisations se valaient, on ne pourrait plus dire qu'une civilisation qui proclame les droits de l'homme et essaie de les respecter à peu près est supérieure, au moins de ce point de vue, à une civilisation qui ignore ces droits, les nie ou les viole systématiquement. Si tout se vaut, rien ne vaut ! Ce n'est plus du relativisme, c'est du nihilisme !



**W. B. :** D'aucuns avancent qu'après les guerres de religions, l'Inquisition, le colonialisme, deux Guerres mondiales – la liste n'est pas exhaustive – l'Occident n'a pas de leçons à donner au monde...

**A. C-S. :** C'est parfaitement exact. Mais qui parle de donner des leçons ? Et pourquoi serait-ce à l'Occident de le faire ? Le dalaï-lama m'importe au moins autant que le pape François – et Nelson Mandela, beaucoup plus que Donald Trump ! Quel démocrate, dans nos pays, qui ne se sente plus proche d'un démocrate musulman que d'un fasciste judéo-chrétien ? Il ne s'agit pas de donner des leçons de morale, mais de soutenir ceux, quelle que soit leur civilisation, qui se battent pour la démocratie, la paix et les droits de l'homme – donc aussi les droits des femmes !

**W. B. :** Pour vous, le conflit majeur n'oppose pas des civilisations – la civilisation judéo-chrétienne et la civilisation arabo-musulmane : ne tournons pas autour du pot – mais ceux qui essayent de bâtir une civilisation mondiale laïque et respectueuse des droits de l'homme, et ceux qui la combattent...

**A. C-S. :** Il n'y a qu'une seule Terre, qu'une seule humanité, où tout, de plus en plus, se tient – c'est ce qu'on appelle la globalisation. Il faut donc tendre vers une civilisation commune, qui nous permette de vivre ensemble, quelle que soit la religion ou l'irréligion des uns et des autres. Cela n'empêchera pas les différences culturelles ou religieuses, qui subsisteront, mais permettra de ne pas en faire une source d'affrontements. Croyez-vous que l'une de ces deux civilisations va disparaître, par exemple au profit de l'autre ? Ce n'est ni souhaitable ni réaliste. Faisons donc en sorte qu'elles puissent coexister, et même cohabiter, au sein d'une civilisation plus vaste, qui les englobe, un peu comme la civilisation européenne englobe les cultures nationales, par exemple italienne et germanique, qui demeurent et qu'on ne risque pas de confondre. Comparez Rome et Berlin : vous verrez qu'une civilisation commune n'abolit pas les différences!

**W. B. :** Les chrétiens sont persécutés en Orient, les musulmans en Birmanie ; aujourd'hui, des Juifs se sentent harcelés dans certains quartiers de nos grandes villes occidentales... On a le sentiment que cette civilisation mondiale laïque et tolérante perd du terrain ; ou n'est-ce qu'un effet de loupe ?

**A. C-S. :** Elle perd du terrain par endroits, elle en gagne ailleurs... Je ne suis pas de ceux qui pensent que « *c'était mieux avant* ». Lisez le passionnant livre de Steven Pinker, *La part d'ange en nous*, et vous verrez qu'avant, ce n'était pas mieux : c'était pire ! Vous préféreriez l'époque de Staline, Mussolini, Hitler, Franco, Salazar, Mao, Pol Pot ? Vous regrettez la guerre froide, les « *compagnons de route* » et le maccarthysme ? Les guerres d'Algérie, d'Indochine, de Corée ou du Vietnam ? Les colonels grecs et les généraux sud-américains ?

Pas moi ! Au reste, je ne dis pas que cette civilisation mondiale et humaniste a déjà gagné : je dis que ça vaut la peine de se battre pour elle ! Ni croisade, ni Jihad : battons-nous pour les droits de l'homme, pour la tolérance, la démocratie et la laïcité, pour que nos petits-enfants puissent vivre sur une planète apaisée et préservée ! Cela passe par un dialogue entre les cultures, oui, mais aussi, disons-le tranquillement, par un combat contre l'islamisme. Dans ce combat, les démocrates musulmans ont toute leur place, dès lors qu'ils veulent, eux aussi, le triomphe de la paix et des droits de l'homme, donc dès lors qu'ils refusent le fanatisme et la haine.

### **André Comte-Sponville**

*André Comte-Sponville est né en 1952. Agrégé de philosophie, maître de conférences à la Sorbonne, il est l'auteur d'une oeuvre abondante, de laquelle émergent les deux tomes de son «*Traité du désespoir et de la béatitude*» (PUF, 1984 et 1988), son «*Petit traité des grandes vertus*» (PUF, 1995) et son «*Dictionnaire philosophique*» (PUF, 2001; édition augmentée en 2013).*

**William Bourton**

Le Soir  
4 mai 2018



# SAINTE INQUIÉTUDE

CHRONIQUE PAR ERIC DE BEUKELAER

L'inquiétude à laquelle je pense est celle qui empêche de traverser la vie en se satisfaisant du monde tel qu'il tourne.

D'aucuns la considèrent comme une faiblesse. Il s'agit en réalité d'une vertu, dont rayonnent les âmes sensibles. Je parle de l'inquiétude. Non pas l'inquiétude narcissique, centrée sur notre petit «moi». Celle-ci torture l'âme avec ses lancinantes et stériles interrogations : «Suis-je apprécié ? Assez performant ? Qu'est-ce que les gens pensent de moi ? Pourquoi ai-je échoué ? etc. etc.» Non, l'inquiétude à laquelle je pense, est celle qui empêche de traverser l'existence en se satisfaisant du monde tel qu'il tourne. Telles ces personnes qui vivent de façon honorable et parfois même généreuse, mais sans que la souffrance ne les trouble. «La vie est ainsi faite, soupirent-elles, il s'agit de s'en accommoder.»

Les inquiets, quant à eux, vivent en alerte. Leur cœur ne s'est pas blindé au sortir de l'adolescence. Certains sont chrétiens, ou appartiennent à d'autres religions. D'autres sont athées ou agnostiques. On les retrouve dans des associations de transition écologique, d'accueil de réfugiés, de compagnonnage de la jeunesse, de la maladie ou de la vieillesse, de défense des droits de l'homme, de soutien aux plus démunis, de secourisme, de remédiation scolaire, d'aide humanitaire, d'accompagnement psychologique ou spirituel... Ils savent qu'ils ne pourront sauver le monde. Mais c'est plus fort qu'eux : ils veulent faire leur part.

Tel ce colibri, dans la légende que conte Pierre Rabhi. Alors que la savane est en flamme et que les animaux se sauvent, le petit oiseau fait des allers-retours entre la forêt et l'océan pour, à chaque fois, prendre une goutte d'eau dans son bec et la jeter sur l'incendie. Un tatou en fuite l'interpelle en se moquant : «Ce que tu fais ne sert à rien.» Et le colibri de répondre : «J'en suis conscient. Mais je fais ma part.»

Je pense à ce jeune militant altermondialiste et sans religion. Adolescent, il avait croisé une petite vieille, incapable de payer son chauffage, qui lui avait confié avoir si froid en hiver. Des années plus tard, cette voix le tourmentait encore. Comme le colibri, il faisait sa part. Maladroitement peut-être (ces analyses n'étaient pas les miennes), mais avec une réelle noblesse de cœur. Bienheureuse inquiétude. Sainte inquiétude.

La nouvelle exhortation apostolique, «*Gaudete et exultate*», est un texte puissant. Du pur pape François. Du pur jésuite. Avec au cœur de son propos le «*discernement des esprits*», si cher à saint Ignace de Loyola, fondateur de la Compagnie : il s'agit de cette vigilance spirituelle, qui donne de saisir si une pensée ou une action vient de Dieu, ou de nos désirs mondains. Ainsi, écrit le Pape au n°s98-99 de son exhortation : «*Quand je rencontre une personne dormant exposée aux intempéries, dans une nuit froide, je peux considérer que ce fagot est un imprévu qui m'arrête, un délinquant désœuvré, un obstacle sur mon chemin, un aiguillon gênant pour ma conscience, un problème que doivent résoudre les hommes politiques, et peut-être même un déchet qui pollue l'espace public. Ou bien je peux réagir à partir de la foi et de la charité, et reconnaître en elle un être humain doté de la même dignité que moi, une créature infiniment aimée par le Père, une image de Dieu, un frère racheté par Jésus-Christ. [...] Pour les chrétiens, cela implique une saine et permanente insatisfaction.*»

Il ne s'agit pas de culpabiliser parce que nous sommes privilégiés. Mais de se sentir responsables des talents reçus, afin de - tel le colibri - «*faire sa part*». «*Car j'avais faim, et vous m'avez donné à manger; j'avais soif, et vous m'avez donné à boire; j'étais un étranger, et vous m'avez accueilli; j'étais nu, et vous m'avez habillé; j'étais malade, et vous m'avez visité; j'étais en prison, et vous êtes venus jusqu'à moi.*» (Matthieu 25, 35-36) Bienheureuse inquiétude. Sainte inquiétude.

**Eric de Beukelaer**  
La Libre Belgique  
27 avril 2018

# UN POTE, PLUTÔT QU'UN PRÊTRE

*Les cérémonies laïques ont la cote. Plutôt que de faire appel à des professionnels, des couples demandent à un proche d'enfiler le costume de « prêtre » d'un jour.*

## DECODAGE PAR ELODIE BLOGIE

« Monsieur le curé ». C'est le surnom qui colle désormais aux basques de Maxime, qui a célébré il y a deux ans le mariage de ses amis, Caroline et Xavier.

Un surnom, car ce trentenaire travaillant dans la finance n'est pas entré au séminaire pour l'occasion. Pas plus qu'Alix et Morgane ne seraient rentrées au couvent, Laurent dans le rang ou Frédéric dans les ordres.

Ces prêtres et prêtresses d'un jour ne sont en réalité que de simples amis conviés par un couple de proches à orchestrer la cérémonie de leur union, version laïque. Hors de toute institution - mais souvent en parallèle d'un mariage civil, ces nouveaux amoureux gardent un faible pour la symbolique du rite, mais n'hésitent pas à larguer protocole et liturgie. Bref, ils aspirent à un moment qui leur ressemble.

Du mariage spirituel de Marc et Isabelle à la cérémonie plus « rock'n'roll » de Sandrine et Lieven, dans un petit village portugais.

Si Sandrine en garde un souvenir ravi, son mariage « de rêve » a bien failli ne jamais se concrétiser. « Je ne suis pas catholique, mais j'ai grandi dans cette culture, raconte-t-elle. Mon mari n'en avait pas trop envie mais je souhaitais me marier à l'église, dans cette petite chapelle au Portugal, un lieu qu'on adorait. »

Le prêtre du bled accepte de se prêter au jeu mais demande aux futurs époux leur certificat de mariage. Or, au diocèse de Namur, on refuse de l'octroyer à Sandrine.

« On ne se marie pas dans un endroit juste parce qu'on le trouve joli, on se marie là où on habite, m'a-t-on dit. J'étais choquée : j'étais comme excommuniée ! » C'est à ce moment que Laurent intervient. « Si tu veux, je la fais, moi, ta cérémonie ! », lui lance cet ami de longue date, touché par son désarroi. C'était il y a onze ans.

Depuis lors, les « cérémonies laïques » se popularisent même s'il est impossible de chiffrer la tendance.

Anne-Louise Van Nieuwenhuijsen, responsable des cérémonies pour Bruxelles laïque depuis quinze ans, n'observe pas d'évolution probante.

Dans sa « carrière », elle a accompagné 150 couples. Elle prendra sa pension cet été... et ne sera pas remplacée. Au fond, si les personnes souhaitent se détacher des institutions, pourquoi s'en remettraient-elles à la laïcité organisée ? Une évolution qui n'inquiète pas Anne-Louise : « Quand les gens seront totalement autonomes et n'auront plus besoin de nous, on aura tout gagné, s'enthousiasme-t-elle. C'est quand même l'objectif de la laïcité : faire en sorte que les gens pensent et agissent seuls. » L'an dernier, cette coordinatrice qui célébrait des mariages a commencé à proposer aux couples de choisir leur propre maître de cérémonie.

Si Laurent s'est proposé spontanément à son amie Sandrine, les autres couples interrogés pointent le souhait de ne pas être accompagnés par un inconnu et la volonté de donner un rôle singulier à des proches, en plus des témoins et des membres de la famille. Ils choisissent des amis à l'aise en public, en qui ils ont confiance.

Le motif de la laïcité n'est pas revendiqué par les couples optant pour une cérémonie « hors cadres » qui témoignent. A l'exception de Marc et Isabelle qui se définissent spontanément comme « sur le chemin de l'athéisme », le lien à la religion apparaît plutôt comme un non-sujet pour les jeunes amoureux.

« Nous ne sommes pas croyants, entame Amaury, qui a épousé Sarah en 2016. La question de l'église était donc vite réglée. »

Même réflexion chez Caroline et Xavier : « Nous sommes tous les deux catholiques, mais non pratiquants, développe Xavier. Nous avons envie de conserver un moment solennel, mais sans la lecture de l'Évangile et les autres lourdeurs. » Quand ils s'organisent des soirées « croquettes et spiritualité » en vue de préparer la cérémonie avec leur « curé » Maxime, c'est donc plus pour la blague que pour philosopher.





## UNE PLACE À PART

Le ou la maitresse de cérémonie ne prend pas son rôle à la rigolade. « *J'étais honoré de pouvoir occuper cette place, raconte Maxime. Mais je me suis rapidement mis la pression. Je voulais que cette journée soit parfaitement réussie.* »

Chacun, à sa manière, construit une cérémonie en fonction des consignes des mariés. Alix et Morgane ont plongé dans les souvenirs de leurs années d'unif avec Amaury et Sarah. Au fil de rendez-vous avec les familles des futurs époux, elles ont recueilli une foule d'anecdotes, avant d'éplucher les blogs consacrés aux cérémonies laïques.

Frédéric a, pour sa part, avec sa compagne Murielle, convié Isabelle et Marc à quatre petites « *retraites* ». Promenades, jeux de piste, tests : le maître de cérémonie, qui est aussi maître reiki (une technique japonaise de méditation), a invité les futurs mariés à réfléchir au sens de leur engagement.

Laurent, lui, s'est retiré une journée dans les bois pour écrire son discours... la veille de la cérémonie.

## LE TON JUSTE

Adoptant la structure demandée par le couple, jonglant entre chansons et discours de témoins, les prêtres d'un jour épousent un rôle subtil. Qui ne se limite pas à passer le micro mais, à l'opposé, ne doit pas virer au show. « *Il faut trouver l'équilibre entre la dérision et quelque chose d'extrêmement sérieux, analyse Laurent. On ne marie pas tous les quatre.* »

Maxime, lui, avait gardé une « *marge de prudence* » : « *J'ai préféré placer le curseur du côté de la sobriété plutôt que d'un style déjanté pour éviter le piège du ridicule.* »

Des cérémonies 100 % personnalisées... mais qui conservent les grands classiques. « *Je reste une fille, j'avais quand même envie de la robe blanche, d'arriver au bras de mon père, concède Caroline. Et, bien-entendu, on a gardé le fameux : « Voulez-vous prendre pour époux... »* » Alix et Morgane l'ont quant à elles agrémenté de notes personnalisées : Amaury s'est ainsi engagé à « *aimer et chérir* » Sarah... mais aussi à « *ne pas la critiquer sur sa conduite* », ou à « *écouter du Jean-Jacques Goldman jusqu'à la fin de ses jours* ».

Quand on aime...

## ENTRETIEN

Olivier Servais est anthropologue. Il travaille sur la sociologie du religieux et notamment sur les nouvelles spiritualités « *autoproduites* ».

Le mariage continue d'attirer, mais on lui donne de nouvelles formes... L'imaginaire contemporain, à travers les films et les séries américaines notamment, contribue à maintenir l'aura autour du mariage. Mais il incarne surtout la stabilité, à l'heure où nos existences sont de plus en plus « *liquides* ». Le rythme classique « *méto-boulot-dodo* » n'existe plus. Plus personne ne fait toute sa carrière au même endroit. Plus rien n'est assuré, tout est fluide. D'où le besoin de réinvestir les ritualités, mais en dehors des institutions classiques, porteuses de l'ancien monde. Les individus ont besoin de s'autoproduire des rites qui leur ressemblent.

Qu'est-ce qui caractérise ces rituels « *autoproduits* » ?

Ils sont produits par le bas, dans un mouvement « *bottom up* » (de la base vers le haut) et non plus « *top down* » (du haut vers le bas). Deux moments rituels restent importants dans nos vies : le mariage et le décès. Les décès donnent lieu à des rites autoproduits, le long des routes par exemple, en hommage aux accidentés. C'est ce qui se produit aussi pour les mariages, célébrés hors des institutions, en reconstruisant d'autres communautés. Les amis des parents n'y ont plus leur place, par exemple. J'ai rédigé un article sur des mariages de personnes qui se sont rencontrées sur des sites de jeux vidéo. Après une cérémonie virtuelle, toute la communauté de « *gamers* » se rassemble pour le mariage « *réel* ».

À quels besoins ces nouveaux rites répondent-ils ?

D'une part, un besoin de réenchanter le monde. On vit dans un monde en crise depuis 40 ans, qui ne produit plus de grands rêves pour l'humain. D'autre part, nous faisons face à un déficit majeur de transversalité collective. Avant, nos sociétés fournissaient une série de rites laïques et collectifs, comme le service militaire. Rien n'est venu le remplacer. Or, une société qui veut se penser collectivement a besoin d'une ritualité collective. Aujourd'hui, des ritualités du lien social réémergent : brocantes, fêtes de quartier, etc.

Dans ces cérémonies « *hors institutions* », l'institution du mariage n'est en réalité pas questionnée... Quand j'ai travaillé sur les mariages « *en ligne* », je m'étais dit que dans ce milieu, ils allaient pouvoir se marier à 3, à 4, que sais-je ! Mais c'est très convenu. On innove sur la forme mais pas sur le fond.

ELODIE BLOGIE

Le Soir

19 mai 2018



# L'ETAT EST-IL PRET POUR LES FUTURS CHOCS ECONOMIQUES ?

OPINION PAR BRUNO COLMANT

En Belgique, comme dans de nombreux pays européens, un sentiment d'amertume s'entretient dans la population. Malgré un rebond incontestable de l'économie, il se passe quelque chose. Certains, parmi les plus âgés, ressentent uniquement une gêne ou un embarras. D'autres, plus nombreux, pressentent une érosion. De plus en plus de Belges s'interrogent sur leur futur. C'est un courant froid et lancinant qui révèle un scepticisme et une intranquillité par rapport à l'avenir. La Belgique est déçue de mal vieillir. La confiance s'amenuise. Les malaises se conjuguent pour devenir une inquiétude citoyenne. Parfois, la résignation s'installe.

Dans la compréhension des défis sociétaux, il est difficile de discerner les enchaînements. On confond la pensée avec l'expression irréfléchie d'un tweet et on mélange l'action et son apparence avec le sentiment de naviguer sur les fluences éphémères d'une expression populiste façonnée par des réalités mal étudiées, comme si la route n'avait pas de destination.

Tout se mêle et s'entrechoque : une actualité internationale tourbillonnante de laquelle transpirent des annonces guerrières, une surinformation névrotique liée aux réseaux sociaux, un monde politique au projet sociétal insuffisamment lisible, des déchirements culturels, une fracturation politique entre les communautés avec des configurations politiques fédérales qui deviennent mutuellement exclusives en termes de représentation régionale majoritaire, une mobilité anéantie et étouffante, une justice exsangue et véhémement devant sa subordination institutionnelle, des prisons asphyxiées, des écoles désargentées, etc. dans un contexte où l'Europe est en questionnement sur sa propre réalité. Devenue notaire d'une technocratie, cette dernière étouffe sous des nœuds coulants. L'Europe du traité de Rome reflue même vers les Etats-nations du 19<sup>e</sup> siècle.

En vérité, tous, depuis le début de la crise de 2008, nous sentons que quelque chose nous échappe comme si ce choc emportait un message subliminal. En quelques années, nos préoccupations sont devenues locales, comme si le pays avait abandonné l'idée d'être l'acteur d'un destin. Alors que la mondialisation rend un pays comme la Belgique plus petit, il est singulier de penser que nous en réduisons volontairement la taille jusqu'à ne plus en faire que le passager clandestin de ses voisins. Haletant de réformes en révisions constitutionnelles, le pays n'a, pendant longtemps, pas été dirigé avec une stratégie claire. Il fut administré par inertie ou abstention. Contrairement à d'autres nations où les tenants du pouvoir sont clairement identifiés, la mutation de l'Etat n'a plus autorisé de visions larges, mais a plutôt entraîné des soustractions d'énergie. Sa configuration politique conduit à multiplier ses référents et il n'y a plus de « père » de la nation. Or un pays, comme toute assemblée humaine, a besoin d'une figure centrale vers laquelle polariser son énergie, positive ou négative. En termes sociologiques, l'impossibilité d'identifier cette figure centrale conduit à la désorientation. C'est ce que nous vivons actuellement.

Socialement, aussi, et malgré une élévation du niveau de vie, les choses se sont dégradées. Certes, les trente glorieuses (1945-1973) furent plutôt l'exception que la norme en termes de configuration socio-politique. Il n'empêche qu'elles fondèrent la cohésion sociale sur le respect du travail et l'envie d'un projet de société commun basé sur l'entrepreneuriat et la redistribution. Mais, aujourd'hui, la classe moyenne s'étirole et la pauvreté s'infiltré alors que le tourbillon de la révolution numérique va pulvériser des pans entiers de notre économie. La quantité et la qualité de travail vont diminuer. L'économie de marché spontanée ne permettra pas de financer nos engagements collectifs. Les prochaines années vont donc révéler une terrible confrontation et sans doute une colère sociale de certaines classes défavorisées.



Notre Etat-providence est devenu impayable, sauf à hypothéquer la prospérité des futures générations par une gigantesque dette publique. Là aussi, on trouvera des raisons objectives, comme le vieillissement de la population et la décroissance des gains de productivité. Il n'empêche : nous vivons à crédit sans plus être capables de tisser le filet de sécurité sociale qui évite la pauvreté à un nombre croissant. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas minimiser les risques de radicalisation et d'extrémismes politiques. Les crises économiques entraînent des éruptions et les escalades politiques sont une lave qui n'est jamais refroidie

Et puis, des défis sociétaux d'une envergure tectonique nous attendent. Nous avons, en grande partie, échoué à intégrer des populations immigrées ou de confessions religieuses différentes alors que des vagues de migrations successives, d'origine politique, économique, climatique, alimentaire et hydraulique, sans compter des pressions démographiques, sont certaines. A la périphérie de l'Europe, des frontières se ferment et des régimes renouent avec l'esprit des années trente. La guerre se diffuse à l'Est. Au-delà des premières réactions de répression et d'exclusion, qu'allons-nous faire ? Sans un message politique clair sur la cohésion sociale, nous allons diviser architecturalement nos villes et quartiers, avant de redéfinir les pays et les frontières. Où irons-nous ? Où sera l'envie du futur alors qu'un torrent de défis sociétaux va déferler avec une singulière convergence de leurs paroxysmes dans moins de dix ans ? C'est endéans cet horizon que l'Etat doit resserrer sa vision stratégique : les défis sociétaux dépassent de loin tout ce qui a dû être traversé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce sens de l'imminence est tel que de nombreuses personnes se réfèrent aux années trente.

Les crises successives révéleront une fin de modèle et l'aboutissement d'un modèle de complaisance, de manque de vision, de déficit de perspectives. Les configurations sociétales deviendront extrêmement vulnérables. La véritable question portera donc sur la représentation de l'avenir du corps social. Les démocraties seront mises à l'épreuve dans le sillage des chocs économiques. Insidieusement, d'autres configurations politiques risquent d'émerger. Il donc est indispensable que, faute d'homme providentiel, ceux qui dirigent le Royaume indiquent, au risque de l'impopularité, quel est son avenir social et politique dans un cadre apaisant car le pays manque de lisibilité sur son futur, quel qu'il soit. S'il y a des périodes politiques, il faut désormais un temps étatique. Il faut un Etat et des régions forts, non pas au sens de l'autoritarisme qu'ils peuvent exercer, mais de l'autorité qui peut en rayonner. Il se pourrait que certains imaginent que le rôle de l'Etat puisse diminuer en abandonnant ses attributs régaliens au profit d'une économie de marché spontanée. Ils se trompent car nous traversons peut-être une convulsion mortifère du capitalisme.

L'Etat doit être réhabilité et, sans être providentiel, redevenir visionnaire. Mais comment ? Il n'existe aucun chemin défini, sinon l'ascèse de subordonner toute action politique à l'intelligence du dialogue et de la vision. Il ne s'agit pas de soumettre les inclinaisons idéologiques à un ordre moral inexistant, mais bien de chercher, exclusivement dans le dialogue et l'écoute de l'autre, la tempérance dans les rapports sociaux. Car j'ai la conviction, dans ces temps tumultueux, que les rapports de force ne créent aucune harmonie sociale. Et j'ai peur d'une chose, à savoir que les chocs profonds que nous traversons ne soient utilisés par certains acteurs comme pieds-de-biche dans une logique opportuniste plutôt que d'union. Mais cela ne mènera nulle part. Incidemment, je suis surpris que, dans un monde dont chacun se plaint de l'effervescence et de l'immédiateté du temps, l'Etat ait abandonné ses instances de recul de la pensée (le Sénat, par exemple) pour s'orienter vers un pouvoir de nature exécutive et inductive. Car, on le sait : la culture de l'imminence nuit à l'action intelligente. Napoléon n'avait-il pas écrit que l'homme (de guerre) doit être capable de considérer fortement et longtemps les mêmes objets sans être fatigué ? Et de Gaulle, dans le Fil de l'Épée, écrivait en 1932 que l'autorité ne va pas sans prestige, ni le prestige sans éloignement.

Que faudrait-il mettre en œuvre pour s'associer collectivement à un projet sociétal ambitieux ? Chaque problème possède sa généalogie et entretient son écologie et les temps ne sont pas propices à l'autorité. Je pense néanmoins qu'il faudrait élever de quelques années l'horizon de la décision politique car l'action relève du sens moral. Il faut aussi restaurer tous les corps de réflexions (les nombreux conseils supérieurs et services d'études) pour ouvrir la pensée politique à l'apport académique et scientifique. Il faudrait aussi, même si cela paraît désuet, reconnaître que nous devons, individuellement et collectivement, écarter la jouissance éphémère et narcissique du présent pour s'assurer que les générations suivantes pourront bénéficier d'un monde en croissance solidaire. Il s'agit de restaurer, dans le cadre de l'économie de marché, le culte de l'intérêt collectif. Les pays protestants, enracinés sur un communautarisme solidaire plus affirmé, y réussissent mieux que nos sociétés latines. Et finalement, en préjugant une expression littéraire, c'est peut-être François Mauriac qui avait raison en suggérant qu'une vie ne vaut que ce qu'elle aura coûté d'efforts.

**Bruno Colmant**  
La Libre Belgique  
20 mai 2018



# DÉSAPPROPRIATION. RADICALISATION. ABANDON. A QUOI SE RACCROCHER ?

« Mais ils croiront que Ben Laden est un héros  
En foulard palestinien, sur les roues de leurs motos »  
Medine. Chanson : « 11 Septembre »

## TROISIÈME EXTRAIT D'UNE SÉRIE DE 4 RÉFLEXIONS PAR YVES PATTE

### ISLAMISATION DE LA RADICALITÉ

L'article précédent montrait à quel point la recherche d'identité a pu favoriser la radicalisation. Mais ça n'a pas été le seul vecteur de l'attrait pour Daech en Europe. Comme je l'ai montré dans le premier article, les quartiers d'où proviennent la majorité des djihadistes ont connu plus de 30 ans de soulèvements, d'émeutes, d'appels aux politiques. Mais rien n'a changé, sauf peut-être un sentiment grandissant d'impuissance et de relégation, et une volonté de vengeance, une rage, une radicalité, que l'Islam salafite a pu mettre en forme. En ce sens, je suis assez d'accord avec Olivier Roy, lorsqu'il affirme dans « *Le Monde* » (24 novembre 2015) qu'il s'agit d'une « *islamisation de la radicalité* », et non d'une radicalisation de l'islam.

En 2006, juste après les émeutes de Clichy-sous-Bois, Mauger (2006) voyait dans la culture hip-hop et dans le « *revival de l'islam* » (qui ne sont pas étanches selon lui !), des moyens d'orienter une révolte diffuse et des aspirations confuses.

Parce qu'à y observer de plus près, ce qui est nouveau chez ces jeunes, c'est davantage leur islamisme que leur radicalité qui, elle, a préexisté sous d'autres formes. Je pense, par exemple, qu'on a sous-estimé dans les analyses, le lien de certaines personnes arrêtées pour terrorisme en Belgique, avec les « *Kamikazes Riders* ». Ce club de motards né en 2003, à Anderlecht (cette commune de Bruxelles, limitrophe à Molenbeek, dont j'ai parlé à propos des émeutes), est d'abord connu pour ses acrobaties sur le périphérique de Bruxelles (qu'on appelle « *le ring* »), et leurs apparitions dans plusieurs clips de rap. Mais en 2012 et 2013, certains de leurs membres sont condamnés pour terrorisme dans le cadre du dossier Sharia4Belgium. Fin 2015, deux membres du club sont arrêtés parce que soupçonnés d'avoir planifié un attentat pour le nouvel an, à Bruxelles. En 2017, deux autres membres font l'objet d'un mandat d'arrêt pour « *participation aux activités d'un groupe terroriste* ».

Bien sûr, tous les membres de ce club de motards ne sont pas des djihadistes. Mais les Kamikazes Riders et les kamikazes tout court, les terroristes de Paris et de Bruxelles, partagent les mêmes conditions de vie, dans les mêmes quartiers. Et dans les récits des jeunes arrêtés ou revenus de Syrie, on retrouve incontestablement la même recherche de sentiment d'existence, que lorsqu'on interroge les adeptes de pratiques à risque.

Les vidéos des Kamikazes Riders cartonnent sur Youtube, et circulent parmi les jeunes – j'en ai été témoin lorsque j'enseignais à Anderlecht. Tous mes élèves connaissaient le club. Je crois qu'ils trouvaient dans ces vidéos, une mise en scène du risque, comme moyen de se sentir exister, et une mise en avant d'une certaine maîtrise des choses, que ce soit de sa moto, de son corps, etc. « *L'important, c'est pas la vitesse, mais la maîtrise* », peut-on lire dans des vidéos des Kamikazes Riders.

Sur Youtube, on trouve pléthore de vidéos similaires : le célèbre Ghost Rider en wheeling, à 353 km/h sur l'autoroute, les vidéos « *People Are Awesome* », ou les vidéos de jeunes jouant les équilibristes en haut des grues et des buildings, en particulier en Russie... Toutes ces vidéos ont généralement plus de 8 millions de vues !

Comme l'a très bien expliqué Mauger (2006), les transformations dans le monde ouvrier (disparition de branches entières de l'industrie, nouvelles technologies, etc.) ont fini par disqualifier la force de travail physique, liée aux emplois ouvriers. Par là, des valeurs qui occupaient une place centrale dans la culture de l'atelier (courage, endurance, dureté) et qui participaient à la définition de l'identité masculine dans les milieux populaires, n'ont plus trouvé d'autres lieux d'expression que la rue et ses pratiques à risque.



Le travail ouvrier impliquait des dangers, sur échafaudages ou grues, à proximité des hauts fourneaux, dans les mines, etc., et permettait l'expression d'une maîtrise technique. Mais que ce passe-t-il lorsque ces métiers n'existent plus, ou se dévalorisent ? Les valeurs et les normes persistent aux changements du monde du travail, et trouvent d'autres lieux d'expression, dans la rue ou sur les sentiers du djihad. Le « *capital guerrier* » dont parlait Sauvadet (2006), comme ensemble de ressources accumulées par les jeunes de cité pour s'imposer (force physique, code d'honneur, discipline morale, etc.) a pu, chez certains – une minorité, mais non-négligeable – prendre un caractère réellement guerrier.

A côté de cela, l'islamisme a pu aussi fonctionner comme moyen d'exprimer une radicalité, jusqu'à être à la limite de la parodie. Comment se poser comme révolté ? Pourquoi pas en reprenant toute l'imagerie et le langage du djihad ? C'est ce qu'ont fait certains rappeurs, assez proches des Kamikazes Riders, comme le rappeur belge « *Ben Label* », en référence à Ben Laden. Son 1er album sort d'ailleurs le 11 septembre 2011 et est présenté comme du « *rap de terroriste* ». Ben Label est un pote de rappeurs français comme Morsay ou Zehef. Le terrorisme islamiste comme prêt-à-l'emploi de la radicalité. Ces jeunes mélangent tout : le conflit israélo-palestinien, les problèmes d'intégration, un complot mondial, les inégalités sociales, etc. La fascination pour le djihad est, pour eux, une revanche contre un Occident, une Europe, dont ils se sentent relégués. Le rappeur Medine écrira, dans son morceau « *Ni violeur ni terroriste* » : « *C'est juste par manque de culture qu'Oussama Ben Laden est écrit sur les murs* ».

Ce type de rap fait son buzz sur cette parodie de djihad. Mais ce faisant, il diffuse aussi cette forme de langage typique des jeunes radicalisés français et belges. Un mélange d'argot de la rue, de darija, et d'extraits coraniques.

Aux Etats-Unis, nous l'avons vu, hip-hop et Islam étaient également liés, avec les Five-Percenters, mais la religion était au service d'une forme d'émancipation, de reprise en main des choses par les populations afro-américaines, des ghettos. En Europe, l'Islam des quartiers vient davantage nourrir la radicalité de ces jeunes élevés au Hip-Hop.

Dans son rapport « *Génération radicale* », Malek Boutih (2015 :29-30) écrivait que le profil des djihadistes avait évolué à partir des années 90 : des jeunes de cités « *qui pensent que la société leur en veut, les déteste, qu'ils sont les victimes innocentes de gens qui les marginalisent en les enfermant dans ces espèces de ghettos que sont les cités* ».

Quête de sens, questionnement identitaire, sentiment d'exclusion, c'est ce qui revient toujours dans les analyses des jeunes radicalisés. Et petite délinquance : la moitié des jeunes djihadistes partis de Belgique étaient connus pour des faits de petite délinquance. En Allemagne, deux tiers étaient connus des services de police. Certains sont passés par la prison, comme Amedy Coulibaly, l'un des auteurs des attentats de janvier 2015 à Paris, ou les frères El Bakraoui, deux des auteurs des attentats de Bruxelles, qui avaient été condamnés pour braquage et car-jacking dans le passé. Comme l'explique le politologue Asiem El Difraoui dans l'Express (02 octobre 2014), « *Daech récupère plutôt les rejetons des sociétés occidentales, tels Mohamed Merah ou Mehdi Nemmouche : des jeunes en marge, des petits voyous, des gens largués cherchant un sens à leur vie* ». Morin (2015 :9) rajoute : « *L'idée du djihad, du martyr, s'empare d'esprits juvéniles, parfois après bien des errances et des échecs* », et cite Khaled Kelkal et Mohamed Merah comme « *de jeunes Beurs nés en France* », qui ont « *oscillé entre intégration, délinquance et djihadisme* ».

Comprenons-nous bien, il ne s'agit nullement de plaindre les terroristes, encore moins de les excuser. Le détour par un historique des « *problèmes* » en banlieue et par une sociologie des jeunes des milieux populaires, vise à comprendre l'effondrement progressif de la société industrielle, le vide que cela a laissé, l'abandon réel ou ressenti par certains et la manière dont ils ont pu se raccrocher à un combat, fourni « *clé en main* », qui a abouti à la mort de centaines de personnes, ces dernières années, en Europe...

## NIHILISME ET NO FUTURE

« *Alors tout est combattu de façon absolue, rien ne peut être sauvé ni même discuté, il faut simplement que la rage se développe et s'exprime, joue à détruire un monde qui semble alors détesté, qui serait le 'mal' s'il existait une image du 'bien'* ».

Cette phrase décrirait probablement très bien cette espèce de haine incompréhensible que les jeunes terroristes, élevés en France ou en Belgique, éprouvent pour notre monde, et leur volonté de tout détruire... Mais elle est écrite par le sociologue François Dubet, en 1987, dans son célèbre ouvrage « *La galère : Jeunes en survie* », à l'issue de sa recherche sur les jeunes de certaines cités, comme Les Minguettes, Clichy, ou Seraing en Belgique.

Durant des décennies, les sociologues ont étudié ces quartiers en voie de ghettoïsation, mais les gouvernements n'ont réagi que lorsque, épisodiquement, la violence était au-devant de la scène médiatique : émeutes, échauffourées avec la police, etc. Et la réponse n'était que technique, sécuritaire, policière.

Plusieurs principes organisant la « galère » dont parlait Dubet en 1987 se retrouvent dans le discours des jeunes attirés par le djihad aujourd'hui. En premier lieu, le sentiment d'impuissance, de « *powerlessness* » (Dubet, 1987 :74) dont nous savons, dans les théories sur l'empowerment, qu'il est le point de départ de réactions de l'individu ou des groupes pour reprendre un pouvoir sur les choses.

La « *rage* », autre principe de la galère, que Dubet (1987 :91) décrit comme l'« *expression de la violence pure* » et comme une forme de « *nihilisme* », un « *désir de détruire désespéré face à un avenir vide* » (Dubet, 1987 :91), ne s'est pas calmée depuis les années 80. Elle a pris entre autres la forme du djihad. Elle s'est reconnue dans la volonté de l'Etat islamique de tout détruire pour reconstruire quelque chose d'autre. Ceux que la République a répudiés comme « *racailles* » sont revenus comme djihadistes. On n'a pas entendu les « *émeutiers* », on doit faire face à des combattants prêts à mourir.

On entend parfois quelques analystes dire qu'il faut s'attaquer à Daech « *à sa source* », à savoir, pour eux, la Syrie ou l'Irak. Mais les attentats en France et en Belgique sont l'œuvre de jeunes belges et français. La question est : comment est-ce possible que des jeunes élevés ici aient développé une telle haine envers notre société ?

Plus encore, la question est : est-ce que cette haine n'aurait pas pu prendre un autre caractère que l'islam ? Si tel est le cas, ça renforce l'idée de Roy selon laquelle on assiste davantage à une islamisation de la radicalité, plutôt qu'à une radicalisation de l'islam. Une islamisation de la « *rage* » de Dubet, en somme. Je pense qu'on est plus proche de la réalité sociologique en disant que certains « *enragés* » se sont islamisés, plutôt qu'en disant que l'islam s'est « *enragée* », ce qui ne correspond pas à la réalité des millions de musulmans en Occident. Le problème est qu'à cette haine islamisée, va répondre une haine de l'islam. On commence très clairement à le voir.

Le bateau de notre société industrielle coule tout doucement depuis pas mal d'années, et l'une des prémisses de ce naufrage a probablement été, dès la fin des années 70, l'incapacité de la société à fournir un avenir à sa jeunesse. En 1979, Pialoux parlait déjà, en France, de « *jeunes sans avenir* ».

De cette époque à aujourd'hui, la jeunesse sans avenir a pu expérimenter son « *no future* » sous de nombreuses formes : conduites para-suicidaires, comportements à risque (drogues, mise en danger de soi), auto-destruction (de soi ou de son lieu de vie, lorsqu'on brûle son propre quartier), décrochage, abandon, vie dans la rue, rejet, galère, etc. Bourdieu parlait, en 1983, de ses « *pratiques quasi-suicidaires* », comme l'affirmation d'« *un rapport à l'avenir de ceux qui n'ont rien à attendre de l'avenir* » (Bourdieu, 1983 :101).

Sans avenir, se raccrocher à ses origines peut avoir du sens. S'y raccrocher comme à la seule manière de garder la tête hors de l'eau. Edgar Morin (2015 :8) résume très bien l'enjeu, en faisant dire à ces jeunes : « *On ne peut être un vrai Français, mais on peut devenir un vrai Musulman* ». D'autant plus qu'une part des intellectuels a précisément renvoyé ces jeunes à leurs origines. On se rappelle des propos de Finkelkraut dans le journal Haaretz (18 novembre 2005) : « *En France, on voudrait bien réduire les émeutes à leur niveau social. Voir en elles une révolte de jeunes de banlieues contre leur situation (...). Le problème est que la plupart de ces jeunes sont noirs ou arabes et s'identifient à l'Islam.* »

Il était faux de dire que les émeutiers mettaient le feu en tant qu'arabes ou musulmans. Ils mettaient le feu en tant qu'« *individus ne se sentant plus Français (ou Belges)* ». Mais une part de l'opinion publique les a renvoyé à leurs origines ethnico-religieuses, auxquelles ils n'ont plus eu qu'à se raccrocher. Ces jeunes gueulaient qu'ils se sentaient abandonnés par la France, ou plus généralement par nos sociétés occidentales démocratiques, ils gueulaient leur impression de ne plus exister, de ne plus avoir d'identité, et on leur a répondu : « *Si, si ! Vous avez une identité : pour nous vous êtes des Arabes, des Musulmans, etc.* ». On a ethnicisé le problème des banlieues, à partir des années 90, nous l'avons vu. Et devinez quoi ? La dimension ethnico-religieuse est devenue de plus en plus présente...

Petit à petit, le débat est devenu identitaire. On discute de moins en moins de chômage, d'intégration des jeunes, de relance des entreprises, le débat n'est plus qu'identitaire : Qu'est-ce qu'être Français ? Qu'est-ce qu'être laïque ? Qu'est-ce qu'être Européen ? On a progressivement basculé des enjeux de société aux enjeux identitaires. Avant, on parlait du bateau. Maintenant, on parle des individus lâchés en pleine mer. Tout est identitaire : « *Je suis Charlie* » ou je ne le suis pas, mais le débat portera sur ce que je suis, sur ce que tu es...



Concluons cette troisième partie sur deux précautions. Premièrement, les caractéristiques sociales de banlieue et autres quartiers en voie de ghettoïsation ne créent pas nécessairement le terrorisme, mais ces caractéristiques ont créé un ressenti, une révolte, auxquels les pouvoirs publics n'ont jamais répondu convenablement (en répondant mal ou en ne répondant pas du tout) et ce sentiment d'impuissance, d'abandon, peut amener à se raccrocher aux discours extrémistes comme ceux de Daech. Deuxièmement, il n'y a rien de mécanique dans le fait que la jeunesse immigrée, de descendance arabo-musulmane se tourne vers l'intégrisme et le radicalisme, sauf s'il y a une vraie stratégie consistant à les cibler, comme ça semble être le cas avec cette forme de djihad propre à Daech.

Il n'y a donc pas de déterminisme. C'est davantage une logique contre laquelle nous pouvons lutter. Mais cela oblige aussi à faire son auto-examen, en tant que société : ou est-ce qu'on a merdé pour que des jeunes élevés ici, se raccrochent à un discours de haine envers notre société, au point d'aller se faire exploser en plein métro, ou de faire un carnage sur des terrasses de café ? Quelle est notre responsabilité, dans le fait d'avoir délégué à des dirigeants le plein pouvoir de fournir un avenir à nos jeunes ? Et qu'en ont-ils fait ? Comment reprendre ce pouvoir ? Comment nous redonner un avenir en tant que société, en redonnant à notre jeunesse une capacité à se projeter et à s'identifier ?

**Yves Patte**  
2017

## REFERENCES

- Bourdieu, P. 1983. « *Vous avez dit 'Populaire' ?* », Actes de la Recherche en Sciences sociales, vol. 46, n°1, pp. 98-105.
- Boutih, M. 2015. *Génération radicale*, Rapport auprès du Ministre de l'Intérieur
- Dubet, F. 1987. *La galère : Jeunes en survie*, Paris : Fayard.
- Mauger, G. 2006. *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, Étude de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005), Paris : Belin.
- Morin, E. 2015. « *Essayons de comprendre* », in Fottorino, E. (dir.) *Qui est Daech ? Comprendre le nouveau terrorisme*, Paris : Le 1, pp. 7-11.
- Pialoux, M. 1979. « *Jeunes sans avenir et travail intérimaire* », Actes de la recherche en sciences sociales, vol. 26, n°1, pp. 19-47.
- Sauvadet, Th. 2006. *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris : Armand Colin.



# AGENDA

**CONFÉRENCE  
YASMINA KHADRA À BRUXELLES  
LE 2 OCTOBRE 2018 À 19H @ BOZAR**

A l'instar de Khalil, le jeune héros du prochain livre de Yasmina Khadra, que nous suivons dans son embrigadement progressif, beaucoup de jeunes en Belgique et ailleurs ne trouvent plus de réponses dans notre société et s'en vont les chercher dans les extrêmes. Quelles réponses peut-on encore opposer au radicalisme ? Comment ouvrir des voies d'espérance et parler un langage qu'ils sont en capacité de recevoir ? Ce sont à ces questions que Yasmina Khadra et Walid tenteront de répondre le 2 octobre prochain à BOZAR.



**PARTENARIAT  
33ÈME ÉDITION DU FIFF  
DU 28 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE @ NAMUR**  
Plus de détails sur notre collaboration prochainement

Les prochains événements  
de la Fondation  
seront annoncés sur notre site  
[www.cecineestpasunecrise.org](http://www.cecineestpasunecrise.org)





# RÉSEAU

Retrouvez toutes les actualités de la Fondation sur :

## NOTRE SITE WEB

<http://www.cecinestpasunecrise.org/>

## NOTRE PAGE FACEBOOK

[www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

## NOTRE PROFIL TWITTER

<https://twitter.com/PasUneCrise>

## CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151  
1000 Bruxelles, Belgium

E : [info@cnepuc.org](mailto:info@cnepuc.org)

W : [www.cecinestpasunecrise.org](http://www.cecinestpasunecrise.org)

F : [www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice déléguée



FONDATION  
**CECI N'EST PAS UNE CRISE**